

Sondage Causeur : non à Schengen, oui à l'UE...

écrit par Pirlouit | 7 avril 2016



Les Français ne sont pas (encore ?) prêts à sortir de l'Union. Mais ils veulent en finir avec le sans-frontiérisme intra-européen.

Frontière franco-espagnole... (Photo : SIPA.00730747_000008)



De
ma
nd
ez
à
un
eu
ro
dé
pu
té
fr
an
ça
is
ce
qu
i
cl
oc
he
av
ec
l'
Un
io
n
eu
ro
pé
en
ne
et
il
fi
ni
ra

pa
r
év
oq
ue
r,
in
év
it
ab
le
me
nt
,
ce
s
sa
ta
né
s
«
ég
oï
sm
es
na
ti
on
au
x
»
qu
i
vi
en
ne
nt

to
ut
gâ
ch
er
.J
am
ai
s
il
ne
le
ur
vi
en
t
à
l'
es
pr
it
qu
e,
po
ur
un
e
bo
nn
e
pa
rt
ie
de
s
Fr
an

ça
is
,
la
gé
né
ro
si
té
tr
an
sn
at
io
na
le
de
l'
Eu
ro
pe
ne
pa
ra
ît
pa
s
vr
ai
me
nt
év
id
en
te
...
No

tr
e
so
nd
ag
e
If
op
—
Ca
us
eu
r^{[1](#)}
mo
nt
re
po
ur
ta
nt
qu
e
ce
t
as
pe
ct
es
t
es
se
nt
ie
l
po
ur

co
mp
re
nd
re
le
ra
pp
or
t
qu
'e
nt
re
ti
en
ne
nt
no
s
co
nc
it
oy
en
s
av
ec
l'
UE
.

Qui est donc ce Français sur trois qui voudrait bien quitter le navire *Europa* si demain en France, comme en juin au Royaume-Uni, « *un référendum portant sur l'appartenance de notre pays à l'UE était organisé* » ? C'est un Français qui fréquente les ponts inférieurs, travaille en salle des

machines, constate qu'il y a des voies d'eau partout, boit la tasse plus qu'à l'occasion, mais n'a aucune envie d'écoper quand, sur la passerelle supérieure, à la table du capitaine et alentour, on ripaille toujours. Concrètement, ce Français sur trois a donc entre 25 et 64 ans (le cœur de la population active), n'appartient pas du tout aux « catégories aisées » (dont 83 % des membres voteraient joyeusement pour le maintien dans l'Union !), est en effet ouvrier plutôt que cadre supérieur, affiche sur son CV peu ou pas de diplômes, vit en province plutôt qu'à Paris, et a moins de chance d'habiter dans le quart nord-ouest de l'Hexagone – toujours très europhile – qu'ailleurs dans le pays. Bref, quitte à manquer d'originalité, disons qu'il n'a pas vraiment le profil du gagnant de la mondialisation, qu'il incarne pleinement cette « France d'en bas » que la création des Hauts-de-France n'a pas réussi à faire disparaître...

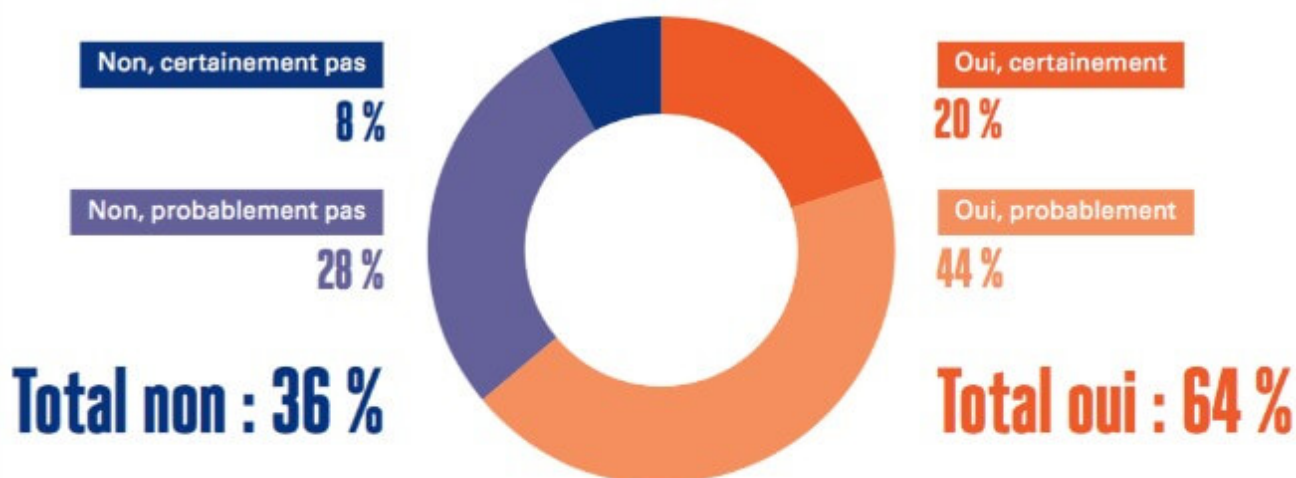
Politiquement, il se sent plus proche du Front national (78 % de ses sympathisants choisiraient le Frexit) mais peut aussi trouver son compte au Front de gauche (dans une parfaite harmonie avec les Français, près d'un électeur sur trois de Jean-Luc Mélenchon se déclare pour la sortie de l'UE).

À la lecture des résultats, certains diront que l'Europe a tout de même encore de beaux jours devant elle puisque, au final, 66 % des sondés sont pour le maintien de notre pays en son sein. Et qu'ils sont aussi 64 % à estimer qu'elle existera encore dans vingt ans. Certes.

Le 23 juin prochain, les citoyens du Royaume-Uni diront lors d'un référendum si oui ou non ils veulent que leur pays se maintienne dans l'Union européenne. Si un référendum portant sur l'appartenance de notre pays à l'Union européenne était organisé, voteriez-vous pour ou contre le maintien de la France au sein de l'Union européenne ?



Pensez-vous que l'Union européenne existera encore dans vingt ans ?



Mais l'enseignement le plus important est ailleurs. Quitter l'Union européenne, comme sortir de l'euro, constitue un « saut dans l'inconnu » auquel ne sont prêts, on l'a vu, que ceux qui n'ont pas ou plus grand-chose à perdre dans le « connu ». Il n'en va pas de même pour Schengen. Si un référendum était organisé sur cette question, et si par conséquent les « ne se prononcent pas » étaient retirés du résultat final, 53 % des Français répondraient vouloir tordre le cou à la libre circulation des personnes.

Êtes-vous favorable ou opposé au maintien de la France dans l'espace Schengen de libre circulation des personnes ?



Et encore, notre enquête d'opinion a été réalisée avant les attentats de Bruxelles...

« Le bouclier des humbles »

La frontière est « *le bouclier des humbles* », estime Régis Debray². À raison. Car, une fois de plus, ce sont d'abord les catégories populaires qui opteraient pour un tel choix. Nos dirigeants y verront la décision de salauds de pauvres prêts à accepter de se plier à des contrôles aux frontières qu'ils ne franchiront jamais, faute de pognon pour partir en vacances à l'étranger ! Mais ceux-là ne sont pas seuls : les plus modestes sont rejoints dans leur entreprise et leurs inquiétudes par les « classes moyennes inférieures ». Les candidats à la primaire des Républicains feraient d'ailleurs bien de noter que cette décision d'en terminer avec Schengen séduit ainsi une majorité de leurs sympathisants (55 %)...

Notre sondage démontre finalement, à ceux qui en doutaient encore, que l'Europe n'a peut-être aujourd'hui plus que deux options : protéger enfin ses citoyens (du terrorisme, d'une

immigration incontrôlée, de la désindustrialisation, du chômage, de la globalisation...) ou disparaître³. Non pas d'un coup donc. Mais par lente dissolution dans le grand bain agité de l'Histoire.